

# POLITIQUE DE TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

*Dernière version au 02/11/2024*

La société LEGALPRIME édite le site internet [www.legalprime.fr](http://www.legalprime.fr).

Dans le cadre de son activité, la société LEGALPRIME veille à la protection des données personnelles de ses clients et partenaires. Elle s'engage à ce que les collectes et traitements de données personnelles soient conformes au Règlement Général sur la Protection des Données et à la Loi Informatique et Libertés n°78-17 modifiée.

Afin de satisfaire à l'obligation d'information prévue par la réglementation, la présente Politique a pour objet de rappeler les principes et les engagements de la société LEGALPRIME en matière de protection des données à caractère personnel.

La présente Politique expose les conditions dans lesquelles la société LEGALPRIME traite les données personnelles des personnes qui utilisent ses services de publication d'annonces légales afin de leur garantir le meilleur niveau de protection, dans le respect le plus strict de leurs droits.

## 1. Définitions

**Données à caractère personnel** : Toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable.

**Personne concernée** : Toute personne physique dont les Données à caractère personnel font l'objet d'un Traitement.

**Services** : Les prestations de services rendues par la Société impliquant le traitement de Données à caractère personnel.

**Réglementation en vigueur** : La réglementation en vigueur applicable aux Traitements de Données à caractère personnel, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après le RGPD) et la Loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, y compris leurs évolutions éventuelles.

**Traitement** : Toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des Données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

**Responsable de traitement** : Personne physique ou morale, autorité publique, service ou autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du Traitement.

**Sous-traitant** : Personne physique ou morale, autorité publique, service ou autre organisme qui traite des Données à caractère personnel pour le compte du Responsable de traitement.

## **2. Principes relatifs au Traitement des Données à caractère personnel**

Conformément à l'article 5 du RGPD, les Données à caractère personnel sont :

- Traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la Personne concernée ;
- Collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et elles ne peuvent pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités ;
- Adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ;
- Exactes et, si nécessaire, tenues à jour. Toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les Données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder ;
- Conservées sous une forme permettant l'identification des Personnes concernées pendant une durée limitée et n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ;
- Traitées de façon à garantir leur sécurité, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques et organisationnelles appropriées.

## **3. Identité du Responsable de traitement**

LEGALPRIME, est responsable de traitement des données à caractère personnel que vous nous communiquez. A ce titre, la Société détermine les finalités et les moyens applicables aux traitements qu'elle réalise dans le cadre de son activité.

LEGALPRIME, SAS au capital de 10.000 €, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 981 703 085 dont le siège social est situé 108, rue Fondaudège, 33000 Bordeaux, représentée par Monsieur Guillaume LALAU, Président de LEGAL MEDIAS, elle-même Présidente de LEGALPRIME.

Pour toute question relative aux Traitements des Données à caractère personnel effectué par la société LEGALPRIME il convient de s'adresser à son délégué à la protection des données : . [dpo@legalprime.fr](mailto:dpo@legalprime.fr).

## **4. Traitements effectués**

La société LEGALPRIME traite les catégories de données suivantes :

- Identification client et/ou mandataire du client : nom, prénom, civilité, fonction au sein de l'entreprise, profession, SIREN.
- Contact client et/ou mandataire du client : adresse postale, adresse email, numéro de téléphone.
- Achats : prix et contenu des achats, date des achats.
- Paiement : moyens de paiement, identifiants carte bancaire, historique des paiements.

- Contenu des annonces : nom, prénom, civilité, nationalité, date et lieu de naissance, profession, fonction au sein de l'entreprise, adresse, SIREN, statut marital, régime matrimonial.

La société LEGALPRIME ne traite pas de données sensibles au sens de l'article 9 du RGPD (Données à caractère personnel afférentes à l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, l'appartenance syndicale, les convictions religieuses ou philosophiques, la santé ou l'orientation sexuelle).

La fourniture des données susvisées est exigée sur un plan contractuel et leur traitement par la société LEGALPRIME conditionne l'exécution des Services par cette dernière.

Par ailleurs, la fourniture des données de la catégorie « Contenu des annonces » relève de dispositions réglementaires relatives au contenu des annonces et publicités légales obligatoires.

En l'absence de fourniture des données susvisées, la société LEGALPRIME ne sera pas en mesure d'exécuter ses Services au bénéfice du client.

Les Traitements de Données à caractère personnel effectués par la société LEGALPRIME lui sont nécessaires en vue d'accomplir les finalités suivantes :

- Traitement des commandes des clients ;
- Exécution des contrats conclus avec les clients ;
- Création et gestion des comptes des clients ;
- Transmission des annonces légales à la société éditrice sélectionnée par le client ;
- Gestion de la relation commerciale avec les clients ;
- Traitement des réclamations ;
- Réalisation de statistiques concernant les comportements d'achats ;
- Respect des obligations légales et réglementaires afférentes aux Services.
- Navigation des clients sur le site internet ;
- Lutte contre la fraude.

Les Traitements de Données à caractère personnel effectués par la société LEGALPRIME sont fondées sur les bases juridiques suivantes :

- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la Personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci (article 6-1.b du RGPD) ;
- Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le Responsable de traitement est soumis (article 6-1.c du RGPD) ;
- Le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes du Responsable de traitement (article 6-1.f du RGPD), à savoir : (i) améliorer les Services et optimiser les procédures d'achats ou (ii) conserver des preuves en vue d'éventuels litiges.

Aucun profilage ne sera réalisé, et plus généralement aucun système de décision automatisée ne sera mis en œuvre, sur la base des Données à caractère personnel.

## **5. Destinataires des Données à caractère personnel**

Toutes les données à caractère personnel traitées par LEGALPRIME sont strictement confidentielles, à l'exception des données afférentes à la catégorie « Contenu des annonces » qui ont naturellement vocation à être publiées dans le cadre de l'exécution des Services.

La société LEGALPRIME s'engage à ne pas transmettre les Données à caractère personnel de ses Clients à un tiers susceptible de les utiliser à ses propres fins, sans leur consentement exprès préalable.

La Société LEGALPRIME s'assure que les données ne sont accessibles qu'à des destinataires internes ou externes autorisés :

Destinataires internes :

- Membres du personnel formés et habilités à traiter les Données à caractère personnel.

Destinataires externes :

- Les Sous-traitants de la société LEGALPRIME en charge d'une prestation nécessaire à l'exécution des Services telles que notamment les sociétés en charge de l'édition sélectionnées par le client. Lorsqu'un traitement est effectué par un sous-traitant, ce dernier n'est autorisé à traiter les Données à caractère personnel que pour les seuls besoins de la fourniture des Services aux clients ;
- Les prestataires techniques de la société LEGALPRIME en charge de l'hébergement et de la maintenance corrective et évolutive de la plateforme de Services. Ces prestataires peuvent être amenés à accéder, consulter, organiser et structurer les Données à caractère personnel ;
- Les experts-comptables, auditeurs, avocats, sociétés de recouvrement de créances, conseillers financiers, banques de la société LEGALPRIME pour les besoins des missions qui leur sont confiées, propres à leurs activités ;
- L'Association de la Presse pour la Transparence Economique (Apte), éditrice du portail officiel « [actulegales.fr](http://actulegales.fr) », conformément aux dispositions de la Loi n° 2012-387 du 22 mars 2012.

Les Données à caractère personnel traitées par la société LEGALPRIME peuvent en outre être consultées par un tiers, et ses conseils, avec lequel cette dernière est en pourparlers en vue d'une opération de restructuration la concernant (notamment cession totale ou partielle de titres ou d'actifs, fusion, absorption, acquisition, scission) et/ou être transférées à un tiers dans le cadre de la réalisation d'une telle opération.

LEGALPRIME pourra toutefois être amené à devoir communiquer des Données à caractère personnel à une autorité publique pour se conformer à une obligation légale, à une demande d'une autorité administrative ou judiciaire ou pour l'exercice d'un intérêt légitime comme la défense de ses droits, de ses biens et de sa sécurité.

Le Responsable de traitement n'effectue aucun transfert de Données à caractère personnel vers un pays tiers (*i.e.* non-membre de l'Union Européenne) ou une organisation internationale.

## **6. Conservation des Données à caractère personnel**

Les Données à caractère personnel des clients (hors Données figurant au sein des annonces) sont conservées pendant la durée nécessaire à l'exécution des Services, puis pendant la durée requise :

- (i) pour permettre au Responsable de traitement de se conformer à ses obligations comptables et fiscales, *i.e.* 10 ans (prescription fiscale), s'agissant des données concernées par ces obligations, et
- (ii) pour permettre au Responsable de traitement de conserver toute preuve utile en cas de litige avec un client, *i.e.* 5 ans (prescription commerciale), s'agissant des données concernées par ce besoin.

Les annonces légales, et donc les Données à caractère personnel figurant dans leur contenu, font l'objet d'un archivage légal sans limitation de durée.

## **7. Protection des Données à caractère personnel**

En tant que Responsable de traitement, la société LEGALPRIME met en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les Données à caractère personnel qu'elle traite contre l'altération ou la perte, l'utilisation ou la divulgation ou l'accès non autorisé, et notamment :

- La nomination d'un délégué à la protection des données ;
- La sensibilisation aux exigences de confidentialité des collaborateurs amenés à traiter des données à caractère personnel ;
- La sécurité de l'accès physique aux locaux et aux serveurs informatiques ;
- La sécurité informatique de l'accès aux serveurs (antivirus, pare-feu, système anti-intrusion...), aux postes informatiques et smartphones ;
- La mise en place de login et password pour toutes les applications métiers ;
- La gestion d'habilitations pour l'accès aux données ;
- La mise en œuvre d'une charte de sécurité informatique de l'entreprise.

## **8. Exercice de leurs droits par les Personnes concernées**

Les clients disposent, au même titre que n'importe quelle autre personne dont les Données à caractère personnel sont traitées par la société LEGALPRIME, des droits ci-dessous prévus par la Réglementation en vigueur.

Les Personnes concernées peuvent exercer ces droits en écrivant directement au délégué à la protection des données à [dpo@legalprime.fr](mailto:dpo@legalprime.fr).

Afin que le Responsable du traitement puisse faire droit à sa demande, le client peut être tenu de lui communiquer certaines informations telles que ses nom et prénom, son adresse e-mail ainsi que son identifiant de compte, voire un justificatif d'identité.

- Droit à l'information

Chaque Personne concernée est en droit d'avoir une information claire, transparente, compréhensible et aisément accessible sur l'utilisation de ses données à caractère personnel et ses droits. C'est la raison pour laquelle LEGALPRIME vous fournit cette Politique.

- Droit d'accès

Chaque Personne concernée est en droit de demander une copie des Données à caractère personnel dont la société LEGALPRIME dispose la concernant, dans un format aisément compréhensible.

Pour exercer votre droit d'accès, veuillez nous contacter aux coordonnées ci-dessus.

- Droit de rectification

Chaque Personne concernée est en droit de demander à la société LEGALPRIME de corriger, de compléter ou de mettre à jour les Données à caractère personnel dont la société dispose la concernant, dans le cas où les données lui sembleraient inexactes, incomplètes ou obsolètes.

Pour exercer votre droit de rectification, veuillez nous contacter aux coordonnées ci-dessus.

- Droit d'opposition

Chaque Personne concernée est en droit de demander la cessation de l'un ou de plusieurs Traitements effectués par la société LEGALPRIME la concernant. Il pourra toutefois arriver que la société LEGALPRIME de donner suite à votre demande, si la poursuite de ce traitement est nécessaire pour des motifs impérieux de notre point de vue (exemple : les données concernées sont nécessaires pour la protection et la défense des droits en justice). L'opposition, si elle est fondée sur des raisons valables et qu'aucun motif impérieux ne s'y oppose, entraînera la cessation du/des Traitement(s) concerné(s) pour l'avenir, mais pas nécessairement la destruction des données concernées. La Personne concernée pourra obtenir cette destruction en exerçant son droit à l'effacement dans les conditions décrites ci-après.

Pour exercer votre droit d'opposition, veuillez nous contacter aux coordonnées ci-dessus.

- Droit à l'effacement

Chaque Personne concernée est en droit de demander à la société LEGALPRIME de procéder à la suppression de tout ou partie des Données à caractère personnel dont elle dispose la concernant, dès lors que l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

- La Personne concernée s'est opposée à la poursuite de ce traitement conformément au Droit d'opposition visé ci-avant et elle souhaite de surcroît que la société LEGALPRIME procède à la destruction des données concernées.
- Les données concernées n'apparaissent plus nécessaires à aucune des finalités exposées au sein de la présente Politique.
- La Personne concernée considère que société LEGALPRIME a traité les données concernées de façon contraire à la Réglementation en vigueur.
- L'effacement des données concernées est imposé au titre d'une obligation légale.
- Les données concernées sont relatives à une personne qui avait moins de 15 ans lors de la collecte de ces données.

Néanmoins, le droit à l'effacement n'est pas un droit absolu et la société LEGALPRIME est en droit de s'opposer à la suppression de certaines données, lorsque leur conservation est nécessaire pour des raisons impérieuses, telles que notamment la protection et la défense de ses intérêts en justice.

La société LEGALPRIME pourra en outre choisir, en lieu et place de la suppression des données, de procéder à leur anonymisation complète et irréversible ; la société étant alors en droit de conserver ces données dans un format ne permettant plus d'identifier la Personne concernée de manière irrémédiable (exemple : à des fins statistiques).

Lorsque la société LEGALPRIME reçoit une demande d'exercice, elle peut être amenée, exceptionnellement, à collecter une copie d'un document d'identité pour s'assurer que la personne sollicitant l'exercice du droit est bien la Personne concernée afin de prévenir tout risque d'usurpation d'identité et de divulgation non autorisée. La collecte de la pièce d'identité sera effectuée uniquement en présence de doutes raisonnables sur l'identité de la personne sollicitant l'exercice du droit. Le traitement d'une telle donnée repose sur un intérêt légitime de la société LEGALPRIME à savoir sa lutte contre la fraude et la protection des données de ses clients.

Pour exercer votre droit à l'effacement, veuillez nous contacter aux coordonnées ci-dessus.

- Droit à la limitation du traitement

Chaque Personne concernée est en droit de demander à la société LEGALPRIME de limiter les Traitements des Données à caractère personnel la concernant, c'est-à-dire conserver celles-ci mais en suspendant leur utilisation.

Une telle demande est recevable lorsque l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

- La Personne concernée considère que les données sont inexacts et souhaite que la société LEGALPRIME cesse de les utiliser le temps de les vérifier et de les rectifier si nécessaire.
- La Personne concernée a exercé son droit d'opposition ci-avant et souhaite que la société LEGALPRIME cesse d'utiliser les données concernées le temps de vérifier le bienfondé de l'opposition.
- La Personne concernée considère que la société LEGALPRIME a traité les données concernées de façon contraire à la Réglementation en vigueur, mais souhaite néanmoins que la société conserve les données plutôt que de les supprimer.
- Les données concernées n'apparaissent plus nécessaires à aucune des finalités exposées au sein de la présente Politique, mais la Personne concernée souhaite que la société LEGALPRIME les conserve pour les besoins de la défense d'intérêts en justice.

Dans ces hypothèses, la société LEGALPRIME mettra les données « en quarantaine » pour la durée nécessaire.

Pour exercer votre droit à la limitation, veuillez nous contacter à l'adresse email [dpo@legalprime.fr](mailto:dpo@legalprime.fr).

- Droit à la portabilité des données

Chaque Personne concernée est en droit de demander à la société LEGALPRIME de lui adresser une copie de ses Données à caractère personnel dans un format informatique usuel, permettant leur réutilisation par vous-même ou un autre prestataire de service.

Pour exercer votre droit à la portabilité des données, veuillez nous contacter à l'adresse email [dpo@legalprime.fr](mailto:dpo@legalprime.fr).

## **9. Réclamations**

Si une Personne concernée considère que ses échanges avec la société LEGALPRIME n'ont pas été satisfaisants du point de vue de la protection de ses droits, elle a la possibilité d'adresser une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de Données à caractère personnel en France :

- soit via le site internet <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> ,
- soit par courrier postal à l'adresse CNIL, Service des plaintes, 3 place de Fontenoy, TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

## **10. Évolution de la présente Politique**

La société LEGALPRIME s'engage à ce que cette Politique soit actualisée régulièrement pour prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires, ou suivant tout changement dans son organisation ou ses activités.

La société LEGALPRIME se réserve le droit de modifier, à tout moment, et sans préavis, la présente Politique, ; dans un tel cas, toute nouvelle version de la présente Politique sera portée à la connaissance des clients titulaires d'un compte sur la plateforme.